

« Ne contraignons pas les enseignants à une interdisciplinarité prescrite »

Le Monde, La lettre de l'Éducation, 6 juin 2016



LA LETTRE DE L'ÉDUCATION

L'hebdomadaire des professionnels de l'éducation / vendu uniquement par abonnement 89 € pour 36 numéros par an

LE POINT AVEC...

Paul Devin* :

« Ne contraignons pas les enseignants à une interdisciplinarité prescrite »

Fermelement opposé à la réforme du collège, vous précisez que vous n'êtes ni passiste, ni décliniste, ni antipédagogue, ni élitiste...

Ce qui constitue pour moi l'essentiel des arguments d'opposition à cette réforme, c'est l'incohérence entre les objectifs annoncés d'une démocratisation de la réussite scolaire et les modalités choisies pour y parvenir. Comment pourrait-on croire que la diminution de l'offre de formation en langues vivantes et anciennes soit un facteur

** Paul Devin est le secrétaire général du SNPI-FSU (Syndicat national des personnels d'inspection)*

de réussite ? Que l'aide personnalisée en classes entières puisse offrir les conditions d'un réel accompagnement de

l'élève ? Quant à l'autonomie des établissements, on voit bien, dans les modes d'organisation qui se profilent pour la rentrée, qu'elle sert avant tout à gérer l'insuffisance persistante des moyens humains et ne constitue absolument pas un vecteur de qualité pédagogique capable de changer la donne en ce qui concerne la réussite des élèves.

Certains enseignants, dans le feu de l'opposition à cette réforme, affichent leur adhésion aux discours « décomplexés » d'un Brighelli ou d'un Finkielkraut. Y compris certains syndiqués FSU. N'y a-t-il pas là un tournant idéologique ?

Notre société est traversée, sur bien des questions sociales, par le retour de discours ■■■

■ ■ ■ réactionnaires et l'école n'y échappe évidemment pas. Pour autant dans les nombreux échanges que je peux avoir avec les militants de la FSU, les motivations d'opposition à cette réforme que je perçois n'ont strictement rien à voir avec ces discours ! Nous défendons une éducation porteuse de l'émancipation intellectuelle, culturelle et sociale des élèves, dans la perspective d'une élévation générale du niveau de connaissances et de qualification. Nous défendons le partage d'une culture commune, la capacité de tous et tous à développer des savoirs et des compétences. Rien à voir, vraiment, avec le fait de prendre le prétexte de la culture pour défendre une idéologie nationaliste, remettre en cause le collège unique ou réhabiliter l'idée de dispositions « naturelles » nécessaires à la réussite.

Vous vous déclarez favorable à une interdisciplinarité bien comprise, mais vous abondez dans le sens de ceux qui présentent tout temps interdisciplinaire comme retiré aux disciplines. Comment, dans ces conditions, modifier quoi que ce soit ?

La question, en fait, n'est pas là, car l'interdisciplinarité n'est pas une finalité en soi. La finalité est de permettre, à partir de solides savoirs disciplinaires, de penser des relations cohérentes entre les savoirs. Cela demande une interdisciplinarité conçue dans cette perspective. Les évolutions positives dans ce domaine ne peuvent reposer que sur la formation des enseignants. Certainement pas

sur le fait de mobiliser de manière spécifique des créneaux étiquetés « interdisciplinarité », qui plus est définis comme activités « pratiques », ce qui ne garantit en rien l'engagement intellectuel des élèves. Il est beaucoup plus important d'amener l'ensemble des enseignants à mieux prendre en compte la cohérence des savoirs, au sein de chacun de leurs enseignements disciplinaires. Une autre erreur est de croire que l'interdisciplinaire est plus accessible aux élèves. C'est au contraire l'accès le plus complexe possible aux savoirs.

Vous critiquez les « liaisons thématiques superficielles », épinglées notamment dans les nouveaux manuels, mais n'est-ce pas à chaque professeur de déterminer en conscience ce qui convient ou non à la conduite de son enseignement ?

Bien sûr, l'enseignant est le concepteur de son enseignement. Alors ne le contraignons pas à une forme d'interdisciplinarité prescrite par la réglementation. Aidons plutôt les enseignants par la formation, par l'échange, par l'analyse, à l'amélioration qualitative de leurs pratiques. Ce dont le service public a besoin pour relever le défi de la démocratisation, c'est le patient travail de réflexion et de formation qui inspire les évolutions des cultures professionnelles. C'est sans doute peu compatible avec la communication politique, mais de longues années passées à aider des enseignants à penser leur métier m'ont convaincu qu'il y a là un facteur fondamental de progrès.